

Les Bahamas subissent les vents frôlant les 300 km/h L'ouragan Dorian a touché terre

AFP
Floride/USA

LE puissant ouragan de catégorie 5 Dorian s'est abattu dimanche sur les Bahamas avec des vents frôlant les 300 km/h, a annoncé le Centre national des ouragans américain (NHC) en évoquant des «conditions catastrophiques» dans le nord-ouest de l'archipel.

L'ouragan a touché terre à Elbow Cay, qui fait partie des îles Abacos aux Bahamas, à 16H40 GMT, selon le NHC.

Peu avant, le centre avait indiqué que Dorian était devenu «l'ouragan le plus violent de l'histoire moderne dans le nord-ouest des Bahamas». Il s'agit «d'une situation extrêmement dangereuse», a martelé Ken Graham, son directeur.

Les vents qu'il porte atteignent désormais les 295 km/h. Le NHC a mis en garde contre «une destruction extrême dans les zones affectées».

Hubert Minnis, Premier ministre de cet archipel de quelque 700 îlots situé entre la Floride, Cuba et Haïti, a appelé la population à se mettre à l'abri aussi rapidement que



L'ouragan Dorian frappe les Bahamas avec une puissance jamais vue dans l'archipel.

possible.

«Les gens sont encore traumatisés par l'ouragan Matthew (en 2016) mais c'est encore pire», a expliqué à l'AFP Yasmin Rigby, qui vit à Freeport, à Grand Bahama.

«Les vents commencent à forcer un peu», soulignait de son côté Lucy Worboys, habitante de la capitale Nassau, ajoutant que la population s'inquiétait d'une montée des eaux car «tout est tellement plat aux Bahamas».

Depuis la Maison Blanche, le président américain Donald Trump a appelé à la plus grande vigilance face à cet ouragan «très très puissant».

- TRÈS DIFFICILE À PRÉDIRE -

Après les Bahamas, l'ouragan devrait se rapprocher de la côte est de la Floride (sud-est des Etats-Unis) lundi soir et mardi, mais il est difficile de prévoir avec quelle intensité il va frapper le «Sunshine State».

«Beaucoup de mouvement, très difficile à prédire», avait résumé samedi Donald Trump dans un tweet.

«Initialement, il devait frapper directement la Floride», a-t-il rappelé dimanche matin à son arrivée à la Maison Blanche de retour de Camp David. «Il semble désormais qu'il va remonter vers la Caroline du Sud et la Caroline du Nord. La Géorgie et l'Alabama vont aussi être

touchées».

«Mais sa course pourrait encore changer», a mis en garde le locataire de la Maison Blanche, qui a annulé le voyage qu'il devait effectuer en Pologne ce week-end.

Le gouverneur de Caroline du Sud, Henry McMaster, a déclaré l'état d'urgence dans son Etat. «La force et le caractère imprévisible de la tempête nous obligent à nous préparer à tous les scénarios», a-t-il souligné.

L'état d'urgence avait déjà été déclaré en Floride et dans une douzaine de comtés de l'Etat de Géorgie. Cette mesure permet de mieux mobiliser les services publics de l'Etat et de recourir si besoin à l'aide fédérale.

Une évacuation obligatoire a été ordonnée pour les régions côtières des comtés de Palm Beach et Martin, en Floride.

Si une forme de soulagement dominait à Miami, les habitants restaient prudents et la distribution par la ville de sacs de sable pour lutter contre les inondations se poursuivait.

Le gouverneur républicain de la Floride, Ron DeSantis, a exhorté la population à «rester vigi-

lante».

«Je suis sur mes gardes car cela peut encore évoluer; dans les 12 ou 24 heures avant que l'ouragan n'atteigne la côte, tout peut changer», racontait David Duque, 30 ans. «Je vis en Floride depuis 15 ans, mieux vaut se préparer que d'attendre sans rien faire».

La Floride, principalement constituée d'une péninsule, se trouve chaque année en première ligne lors de la saison des ouragans.

Avec un relief très plat, le littoral est particulièrement menacé par une montée des eaux. Le centre des terres se caractérise également par de faibles altitudes. Pour les habitants, la principale menace est donc les inondations.

Selon un officier coordonnant les secours, 12.000 soldats se trouvent actuellement en Floride en attendant l'arrivée de Dorian.

L'aéroport d'Orlando, où atterrissent les touristes voulant visiter Disney World, prévoit de fermer à partir de 06H00 GMT lundi matin.

Allemagne/Élections régionales

Forte poussée de l'extrême droite en ex-RDA

AFP
Berlin/Allemagne

L'EXTRÊME droite allemande a enregistré une forte poussée dimanche, 30 ans après la chute du Mur de Berlin, lors de deux élections régionales en ex-RDA en forme d'avertissement pour la fragile coalition d'Angela Merkel. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui pourfend la politique d'accueil de centaines de milliers de migrants par la chancelière ces dernières années, obtient 22,5% dans le Brandebourg, le Land qui entoure Berlin, contre 12,2% en 2014, et 27,5% en Saxe, dans le sud-est (9,7% en 2014), selon des estimations des médias allemands.

L'Est de l'Allemagne confirme son statut de bastion électoral de l'AfD, nettement plus faible à l'Ouest du pays. Une illustration de la césure persistante en Allemagne trois décennies après sa réunification.

«L'AfD fait désormais partie du paysage quotidien à l'Est», jugeait le politologue Karl-Rudolf Korte. L'Est subit «un spectaculaire glissement vers la droite», abondait un autre



Andreas Kalbitz (à gauche), tête de liste du parti d'extrême-droite AfD pour le Brandebourg.

politologue, Wolfgang Schröder.

Sans décrocher de première place ni être en mesure de gouverner ces deux Länder, ce qui constitue pour elle une déception, l'extrême droite a ainsi revendiqué dimanche un «grand succès». «Nous ne sommes pas encore la force la plus puissante, il manque encore quelque chose. Le travail commence», a toutefois concédé un responsable du mouvement, Alexander Gauland.

CITOYENS DE SECONDE

ZONE

Quelque 5,5 millions de personnes étaient appelées aux urnes pour élire leurs nouveaux parlementaires régionaux.

S'il ne s'agit que d'environ 12% du corps électoral allemand, ces scrutins, complétés par un troisième en Thuringe, autre région de l'ex-RDA, le 27 octobre, sont scrutés à la loupe.

Dans le Brandebourg, le parti social-démocrate, partenaire minoritaire de la coalition gouvernementale de Mme Merkel à Berlin, parvient à sauver

sa première place avec 27,5%, selon les estimations.

En Saxe voisine, les conservateurs d'Angela Merkel, dont ce Land constitue un fief, arrive certes en tête avec plus de 32%, devançant l'AfD de 5 points environ dans cette région berceau du mouvement islamophobe Pegida. Mais avec un net repli depuis 2014 (39,4%).

Les partis établis, en particulier la CDU, ont d'ores et déjà prévenu qu'ils ne formeraient pas de coalition avec l'AfD, qui présen-

taient de surcroît dans ces régions des figures issues de sa frange la plus radicale.

Ces Länder pourraient ainsi se trouver gouvernés par de larges alliances hétéroclites associant droite et gauche, au risque d'attiser un peu plus les mécontentements.

Dans des régions où nombre de jeunes continuent d'émigrer chaque année vers l'Ouest de l'Allemagne et ses salaires plus alléchants, les Allemands de l'ex-RDA souffrent d'un sentiment de déclassement, malgré une forte baisse du chômage depuis 10 ans.

Plus d'un électeur sur deux (54% en Saxe, 51% dans le Brandebourg) juge ainsi que les habitants de l'Est sont traités comme des «citoyens de seconde zone», selon un sondage diffusé dimanche par la première chaîne de ARD.

PAS DE PERCÉE VERTE

La politique d'accueil des réfugiés menée depuis 2015 par Angela Merkel a ainsi heurté une partie de la population qui a eu le sentiment que l'Etat s'occupait davantage des migrants que de leur sort.

L'AfD a surfé sur ces peurs en faisant campagne contre des formations

traditionnelles qu'elle assimile à l'ancien parti communiste de la RDA, tout en défendant un credo climato-sceptique.

Ces scrutins régionaux constituent une nouvelle claqué pour la chancelière, à la tête depuis l'an dernier d'une coalition fragile avec le SPD, et qui a déjà annoncé qu'elle quitterait le pouvoir à l'automne 2021. La coalition ne devrait toutefois pas encore implorer, puisque les deux partenaires ont conservé leur Land, la CDU la Saxe et le SPD le Brandebourg.

Le SPD, sans leader depuis quatre mois et en chute dans les sondages, va ainsi pouvoir se consacrer à l'élection de nouveaux dirigeants, avant de décider d'ici la fin de l'année de rester ou pas dans la coalition.

Devenu le deuxième parti à l'échelon fédéral, selon les sondages, les Verts ratent eux en partie le coche dans ces deux Länder industriels. Avec un score autour de 9% dans chacun des scrutins, ils sont en deçà des 14% promis par d'ultimes sondages.

Avec 10% dans les deux Länder, le parti de gauche radicale Die Linke perd lui autour de 8 points par rapport à 2014.